

## Pour les communistes Polonais emprisonnés

UN lourd silence continue de peser au sujet des hommes qui ont été condamnés en 1965 et en 1966 en Pologne pour avoir formulé dans un document de 120 pages un programme qui, selon le peu qui en a été dit, est un programme marxiste, antibureaucratique. Deux jeunes : Karol Modzelewski, qui aurait joué un rôle important à l'université de Varsovie pendant l'Octobre polonais de 1956, et Kuron ; trois universitaires dont Ludwik Haas, membre de l'organisation trotskyste polonaise avant 1939, déporté lors de l'entrée des troupes soviétiques, qui passa 17 ans dans des camps staliniens et qui, de retour en Pologne, s'afficha ouvertement comme trotskyste, ont été condamnés à des années de prison.

Mais ces hommes, qui représentent l'avenir de la Pologne et du mouvement communiste, ne sont pas oubliés. Dans *The Observer* de Londres (13 février 1966), Neal Ascherson, de retour de Pologne, écrit :

« Il y a quelques semaines, trois professeurs d'université ont été condamnés à trois années d'emprisonnement ; ils avaient été associés à un jeune homme nommé Karol Modzelewski, un lecteur en histoire, qui, l'été dernier, avait été condamné à trois années et demie d'emprisonnement pour avoir diffusé des papiers considérés comme préjudiciables à l'Etat ; pendant le procès, il apparut devant le tribunal les menottes aux mains. Fils d'un héros du parti, et lui-même membre ardent du parti, Modzelewski avait défié les ordres en faisant circuler des propositions — basées sur une visite qu'il avait faite au P.C. italien — pour des débats plus libres dans le parti et pour un nouveau cours économique. Les étudiants ne l'ont pas oublié ni n'ont oublié ses idées. »

L'indignation légitime suscitée par les condamnations des écrivains de Moscou, Daniel et Siniavski, ne doit pas se limiter au cas de ces deux écrivains. Il faut aussi sortir de prison les révolutionnaires polonais K. Modzelewski, Kuron, Ludwik Haas, Kazimierz Badowski et Romuald Smiech.

# Courants Politiques centraux

PARMI les arrestations continues à motifs politiques, qui se sont produites depuis 1956, celle de Siniavski est la première d'une figure importante. Dans les cercles universitaires, cette arrestation souleva du ressentiment, en raison de sa position et du fait que ces cercles sont les milieux les plus sensibles d'Union soviétique à ces procédures bureaucratiques.

En novembre dernier on a commencé à distribuer à l'Université de Moscou des tracts illégaux appelant à manifester pour obtenir un procès public et la liberté pour Siniavski.

Le 5 décembre, jour où l'Union soviétique célèbre habituellement la constitution de Staline, « la plus démocratique du monde », une manifestation eut lieu à la fin de la journée au square Pouchkine, au centre même de Moscou. D'autres sources que les nôtres indiquent même qu'il y eut deux manifestations, l'une au square Pouchkine, l'autre au square Maïakovski.

Le square Pouchkine était plus fréquenté que d'habitude à ce moment de la journée. Il s'y trouvait de nombreux étudiants ainsi que des policiers en civil. Une bannière fut soudainement déroulée demandant un procès public pour Siniavski et un petit groupe se rassembla autour d'elle. La police intervint rapidement et efficacement, rassembla ceux qui l'avaient hissée et ceux qui se trouvaient autour d'elle et les mit dans des camions de la milice qui se trouvaient parqués non loin de là. Les policiers en civil photographièrent les gens qui se promenaient dans le square.

Il semble que la plupart des jeunes gens furent relâchés au bout de quelques jours. Mais conformément aux pratiques actuelles en URSS, cela veut dire que, dans le meilleur des cas, ils seront exclus de l'Université ou chassés de leur emploi et qu'ils perdront le très précieux droit de séjour à Moscou. Dans le pire des cas, ils seront arrêtés plus tard sous un prétexte quelconque.

Bien que la manifestation du 5 décembre ait été modeste et limitée, elle est importante pour deux raisons :

1) dans la période post-stalinienne, c'est la première manifestation publique d'opposition en Union soviétique avec des revendications politiques claires ;

2) elle prouve qu'il y a des groupes de jeunes qui sont prêts à défier ouvertement le régime, en sachant fort bien que cela signifie l'arrestation certaine et de sérieuses représailles matérielles.

La manifestation demandait un courage et une détermination indéfinissables qui sont, évidemment, en contraste avec la timidité et le caractère limité de la revendication mise en avant (en dehors des intellectuels, le sort de Siniavski ne pouvait guère soulever de larges couches de la population).

Face à ces développements progressifs déclenchés par l'arrestation de Siniavski, quelque chose d'un caractère opposé s'est produit à la même époque. Un certain nombre de fonctionnaires du Komsomol et de diverses institutions s'occupant de « travail d'éducation et idéologique » ont reçu par poste un document photocopié portant un titre d'emploi archaïque *Ustav Nravov* (Loi des coutumes). Il semble que cet article ait été tiré sur une machine appartenant au Comité de Moscou du Komsomol. Il était signé par Valery Skourlatov, un fonctionnaire de ce comité, responsable de la publication de *Le Jeune Marxiste* éditée par l'Université populaire. Le court texte de cet article correspondait parfaitement à son titre archaïque et réactionnaire.

Après un bref préambule dans lequel il est dit que l'éducation de la jeune génération est déterminée par les réponses données à des questions fondamentales comme « quel est le sens de la vie ? », l'article établit une série de critères à la lumière desquels il faut répondre à de telles questions. La jeunesse doit être éduquée de manière à ne pas suivre la voix de la raison « qui est la source de toute trahison », mais la voix du cœur qui est la source de l'héroïsme... Les idéaux qu'il faut donner à la jeu-

nesse, poursuit le document, ne doivent pas être ceux du confort matériel, mais des actes héroïques. Un tel idéal ne peut être créé que par une éducation qui met l'accent principal sur les valeurs nationales et qui restaure les traditions de la vieille Russie dans tous les domaines. Dans ce contexte, *Ustav Nravov* attribue une importance particulière aux problèmes sexuels. Il est nécessaire, y est-il dit, de promouvoir la valeur physiologique et morale de la virginité. Et, pour élever cette valeur, il est nécessaire de réintroduire de vieilles coutumes comme l'exposition publique des draps de lit après la nuit de noces, ainsi que le goudronnage des maisons de femmes qui ont des relations hors mariage. De fortes mesures punitives, allant jusqu'à la stérilisation, devraient être prises envers les femmes qui ont des relations sexuelles avec des étrangers.

Pour empêcher l'extension de tendance amORALES et idéologiquement

**CERCLE K**  
PALAIS DE LA M

**LE 11 MARS Maurice NADE**  
**Jean SCHUSTE**  
parle

**PROCES DANIEL**

**LE 15 AVRIL L'AVANT-GA**  
**ET L**  
**DU MOUVEME**

## MOSCOU, TRENTE ANS APRÈS :

Le procès des deux écrivains soviétiques, Youli Daniel (pseudonyme N. Arjak) et André Siniavski (pseudonyme Abram Tertz) et les lourdes condamnations qui leur ont été infligées ont soulevé un scandale international. On a largement dénoncé le pseudo caractère public du procès, les comptes rendus du procès par la presse soviétique, l'attitude des « écrivains » de service à ce procès, etc. Certains se sont demandé comment un tel procès a pu avoir lieu, comment les dirigeants soviétiques ont pu commettre une telle « erreur ». Même si ce procès avait été le résultat d'une erreur de jugement des autorités soviétiques, cette « erreur » aurait permis la révélation de bien des choses qui n'ont pas disparu en Union soviétique malgré la « déstalinisation ». Mais, nous ne croyons pas à une « erreur », les autorités soviétiques ne pouvaient pas ne pas savoir qu'un tel procès, connu par avance et suivi à travers le monde entier, soulèverait des protestations. Il faut en conclure qu'elles avaient délibérément décidé de passer outre à ces considérations d'ordre international, parce qu'elles avaient besoin de ce procès pour un usage intérieur.

La lourdeur des peines atteste aussi que ce procès ne visait pas les seuls accusés. Le fait d'avoir publié des œuvres à l'étranger sous un pseudonyme était un prétexte commode, mais seulement un prétexte. Pasternak, pour la publication de *Docteur Jivago*, et Evtouchenko, pour la publication à Paris de *l'Autobiographie précoce*, avaient été sévèrement brimés. Ce qui montre particulièrement qu'il s'agit d'une machination calculée, c'est qu'à la veille de l'ouverture du procès, les autorités soviétiques donnaient la permission de sortir du pays à Valery Tarsis, qui, lui aussi, avait expédié des œuvres à l'étranger pour publication. Or, à la différence de Daniel et de Siniavski, Tarsis clame très haut son hostilité au régime soviétique. L'argu-

ment donné pour expliquer le traitement de faveur qui lui est accordé serait comique, si l'on ne se trouvait pas dans un contexte aussi scandaleux. Tarsis, paraît-il, ne relèverait pas d'un tribunal parce qu'il serait mentalement irresponsable. Sous ce prétexte, on l'avait enfermé dans un asile psychiatrique, ce qui lui a permis d'écrire *Cellule 7*, un livre dans lequel il montre qu'on y enferme sans procès un certain nombre d'adversaires du régime. Tarsis, ce livre le montre également, est quelque peu psychopathe, ce qui ne justifie pas qu'il soit enfermé ni ne veut dire que *Cellule 7* soit dépourvu d'intérêt, mais ce qui explique la vraie raison pour laquelle il lui a été permis de sortir de l'Union soviétique : on comptait qu'il tiendrait des propos virulents à l'étranger, lesquels pourraient être utilisés dans le pays même pour accabler davantage encore les deux écrivains condamnés, et tous ceux qu'on visait à travers eux.

Le pouvoir soviétique cajole les écrivains, les artistes, leur assure des conditions privilégiées d'existence, mais à la condition qu'ils restent dans la « ligne » voulue par lui, qu'ils produisent les œuvres dont il a besoin. Des œuvres qui, si besoin est, dénonceront ce que le pouvoir veut dénoncer, mais pas des œuvres qui se permettent de passer ailleurs que sur les passages cloutés. Or, les rapports entre l'intelligentsia et le pouvoir soviétique sont passablement détériorés. L'intelligentsia juge de plus en plus à leur juste valeur les grossiers bureaucrates qui sont à la tête du pays, elle se pose de plus en plus de questions. Le pouvoir a voulu lui donner un sévère avertissement, et il l'a fait en frappant brutalement ceux qui, non seulement ont outrepassé le code en expédiant à l'étranger des œuvres publiées sous un pseudonyme, mais qui ont écrit des pages où se trouve révélée cette hostilité de l'intelligentsia envers la bureaucratie au pouvoir.

### LE DRAME DE L'INTELLIGENTIA SOVIETIQUE

A ce propos, il n'est pas inutile de dire quelques mots sur l'une des nouvelles les plus saisissantes que Daniel a fait publier hors de l'Union soviétique, *Ici Moscou*. On est tout à fait loin du « réalisme socialiste », de ses types conventionnels. On ne se trouve pas non plus dans le domaine des condamnations permises, sous certaines formes, des « excès » de la période du « culte de la personnalité ». *Ici Moscou* est le drame de l'intelligentsia soviétique. Tout d'abord, elle n'a pas de rapports réels, uniquement des rapports officiels, très superficiels, avec les masses, avec les ouvriers soviétiques. Dans cette nouvelle, les masses n'apparaissent que sous la forme générale de la foule dans les rues. Les écrivains, les artistes... vivent entre eux avec leurs problèmes propres. D'une part, leurs histoires personnelles, et la nécessité pour eux de fournir, sur commande

des autorités, une production qui réponde aux besoins de la propagande officielle, suivant les canons officiels. Après tout, il leur faut gagner leur vie. D'autre part, pour certains d'entre eux, les problèmes de la société dans laquelle ils vivent se posent avec une acuité douloureuse. C'est l'objet de *Ici Moscou*.

Dans cette nouvelle, l'affaire se déclenche avec une décision du Soviet suprême. « Parallèlement à l'accroissement du niveau de vie... et conformément au vœu des masses laborieuses », le Soviet suprême décrète une « Journée des meurtres publics ». Ce jour-là, selon le décret, tout citoyen aura le droit d'assassiner à sa guise tout autre citoyen dans le cadre des dispositions inscrites dans ce même décret. L'allusion est plus que transparente. Que de crimes ont été commis sur ordre d'en haut, au nom du

socialisme, et sous prétexte de répondre aux vœux des masses laborieuses et de prendre soin de leur bonheur !

Daniel, l'auteur, est d'une génération qui a été bouleversée par le rapport Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès, car ce fut pour elle une révélation. Dans sa nouvelle, il exprime ses débats intérieurs, et aussi sa révolte contre les dirigeants d'aujourd'hui, hier valets de Staline, et qui se satisfont d'une explication qui n'explique rien, et qui vivent comme s'il n'y avait pas eu de crimes monstrueux :

« Ils s'imaginent qu'après avoir fait leurs ordures sur la tombe du Moustachu, ils sont quittes ? Non, non, non. Ils méritent autre chose ! »

Il se demande comment les mêmes hommes qui ont fait preuve de courage, d'héroïsme, pendant la guerre, se conduisent à présent d'une manière veule devant de telles énormités. « Depuis la Journée des meurtres publics, c'était la première fois que j'entendais les gens parler de ces événements. Jusque là, chaque fois que j'avais abordé cette question, mes interlocuteurs m'avaient regardé d'un air bizarre et avaient changé de sujet... Maintenant, c'est fini ! Maintenant, nous célébrons le 43<sup>e</sup> anniversaire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre ! »

Et l'auteur explique : « On les a terrorisés ! » Terrorisés, ils le sont, bien entendu de façon différente qu'ils ne l'étaient du temps de Staline, mais terrorisés ils le sont encore. *Ici Moscou* et le procès qui vient d'avoir lieu à Moscou montrent qu'il ne faut pas confondre libéralisation et démocratisation. La libéralisation n'a pas touché au fond des choses. Il faut que la société agisse et pense de façon conforme à des ordres venus d'en haut, il faut que sur ces ordres l'intelligentsia produise des œuvres où nécessairement manqueraient la vie et l'art.

La nouvelle de Daniel n'est pas antisoviétique, mais elle est sans aucun doute très pessimiste. Implicitement, l'auteur tend à se replier sur lui-même, hors de « ce pays maudit et merveilleux », l'écriture étant pour lui une sorte de religion, une sorte d'opium qui apaise les souffrances que suscite en lui ce monde. Coupée des masses soviétiques qui d'ailleurs ne s'expriment nulle part encore, étouffée par une bureaucratie qui prétend parler au nom du socialisme, l'intelligentsia soviétique ne sait où trouver une issue. L'intelligentsia russe sous le tsarisme se tournait vers l'Occident où la démocratie bourgeoise de l'époque avait des attraits et où le mouvement ouvrier ouvrait des perspectives exaltantes. Aujourd'hui, sur le plan culturel, en dehors de recherches sur la forme, l'intelligentsia ne peut être vraiment attirée par la démocratie façonnée de l'Occident, et elle ne dispose d'aucun support social pour stimuler sa révolte.

Mais, malgré cela, la bureaucratie redoute de telles